

IL A ÉTÉ CHOISI PAR L'INSTANCE PRÉSIDENTIELLE DU PARTI

Ahmed Betatache, nouveau patron du FFS

Le FFS a, désormais, son tout nouveau premier secrétaire. L'instance présidentielle du parti n'a pas trop tardé pour faire son choix en nommant, hier, à ce poste, Ahmed Betatache chargé à cet effet, de constituer son équipe.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Un choix qui n'en est réellement pas un, tant il s'imposait presque de lui-même et coulait de source. Le critère ou plutôt les critères sont multiples auxquels répond le chef du groupe parlementaire du parti et membre du secrétariat national sortant.

Avec la mise hors de course à ce poste de certaines figures emblématiques du parti, on pense notamment à Ahmed Djeddaï et Dalila Taleb, donnés pourtant pour être potentiels candidats à la succession d'Ali Laskri, promu membre de l'instance présidentielle, nouvelle structure dirigeante collégiale consacrée par le tout dernier congrès du parti pour succéder à Hocine Aït-Ahmed, la voie était toute tracée pour le nouveau

premier secrétaire du FFS. Avec l'«éviction» du duo indésirable, duo qui n'a même pas pu avoir la qualité de membre du Conseil national du parti sur le quota de la fédération d'Alger, condition sine qua non pour prétendre à la candidature au poste de premier secrétaire, selon les statuts du parti, il était clair que le successeur d'Ali Laskri se devait d'être, pour la seule et unique considération d'équilibre entre les fédérations les plus en vue du parti, soit de Béjaïa ou de Bouira.

Cette dernière, malgré son poids, et n'ayant pu être représentée au sein de l'instance présidentielle dont les cinq membres sont issus des quatre autres wilayas du centre du pays, les plus pesantes au sein du parti, se voyait dégrader



Ahmed Betatache est chargé de constituer son équipe.

la voie et royalement, pour ce poste tant convoité.

Aussi, le tout nouveau premier secrétaire national du FFS ne présente-t-il pas, en sus d'être un fidèle parmi les fidèles d'Ali Laskri,

l'avantage d'être un parfait trilingue pour sa maîtrise parfaite du kabyle, du français et de l'arabe, enseignant de droit à l'université de Bouira qu'il était avant son élection à l'APN, à l'issue des

législatives du 10 mai 2012. Un critère dont était handicapé Ali Laskri dont les interventions en arabe relevaient d'un véritable calvaire.

Ceci dit, Ahmed Bettatache a été chargé d'entamer les consultations nécessaires à l'effet de constituer son équipe qui, à ne point douter, consacrera la nouvelle ligne imprimée au parti depuis le début de l'année 2011.

Un exercice tout ce qu'il y a de facile pour le tout nouveau premier secrétaire du FFS, dont le nouveau conseil national où il puisera son équipe a été «légalement» dégarni de toute voix contestataire à même d'apporter la contradiction à l'instance présidentielle.

Djeddaï et Taleb doivent en savoir certainement beaucoup plus, eux qui, malgré leurs parcours, se sont vu «éjectés» de cette instance.

M. K.

AVEC LA CHARIA COMME SOURCE DE LÉGISLATION

Djaballah présente «son» projet de Constitution

Il l'a rédigé lui-même en dehors de son parti, et pour ce faire, il a travaillé sur la Constitution de 1996 comme document de base. Il n'a gardé que 77 articles, jugés positifs. Même s'il les a réécrits. «Le texte est écrit dans un style médiocre», a-t-il estimé. Son texte à lui compte 278 articles répartis sur cinq parties et vingt-trois chapitres.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Abdallah Saâd Djaballah, qui a présenté son projet, hier, au club d'El Moudjahed, au square Port-Saïd, annonce la couleur dès le 2^e article : «L'Islam est religion d'Etat, la charia est sa source suprême de législation...». Baptisé «projet de Constitution de l'Algérie du manifeste du 1^{er} Novembre 1954», il vise à instituer, selon son rédacteur, un «Etat démocratique, social et souverain dans le cadre des préceptes de l'Islam».

Régime semi-parlementaire

Djaballah, qui prône une «révision profonde» de la loi fondamentale du pays, n'a surtout pas touché aux «fondamentaux de la nation». Il a juste «amélioré» l'ar-

ticle relatif à la «religion de l'Etat», l'Islam, référence suprême de sa République.

Sa Constitution se veut néanmoins «réformatrice» du mode d'organisation des pouvoirs et du fonctionnement de ses institutions.

Ainsi, le leader du Front de la justice et du développement (FDJ) ne veut pas d'un régime parlementaire comme le souhaitent la quasi-totalité des formations politiques de la mouvance islamiste. Il a innové d'un système qu'il qualifie de «semi-parlementaire». Un système qui «partage les tâches exécutives entre le président et le chef du gouvernement, ôte au président les prérogatives de légiférer par ordonnance et de nommer les



Djaballah ne veut pas d'un régime parlementaire.

juges et les personnels des institutions consultatives et de contrôle et supprime la minorité de blocage au Conseil de la nation – le président de la République ne doit nommer qu'un quart (au lieu du tiers actuellement) des membres de la Chambre haute du Parlement».

Cinq nouvelles instances indépendantes de contrôle

Djaballah explique que c'est une manière d'équilibrer les pouvoirs entre les institutions de l'Etat. La législation revient donc de droit au Parlement et ses deux Chambres et les nominations des

juges se feront de manière collégiale (Parlement, président, instance régissant la profession) et il ne reste au président qu'à plutôt les «accréditer obligatoirement». De même que les nominations des ministres doivent être entérinées après consultation du chef du gouvernement.

Le projet de Constitution que propose Djaballah institue, en plus de celles existantes déjà (Conseil supérieur de sécurité, Cour des comptes, CNES...), quatre nouvelles instances consultatives : «Un conseil supérieur de l'enseignement et de la recherche scientifique, conseil supérieur de la presse et de l'information, le conseil supérieur national des élections, une instance de contrôle administratif et une instance supérieure de gestion des wakfs.» Djaballah prévoit «60 membres par conseil qui seront nommés à égalité par le président, le Parlement et, selon le cas, les juges, les instances régissant les professions, les partis politiques représentés au Parlement... Et c'est à ces membres nommés par les différents pouvoirs d'élire leurs présidents». Il convient, enfin, de signaler que le chef de file du FJD a précisé qu'il n'a pas transmis le texte à la présidence de la République. «Toutes nos propositions précédentes, faites officiellement ou à travers la presse, ont été jetées à la poubelle. Nous n'avons pas encore décidé de le leur transmettre ou non», a-t-il déclaré.

Evoquant la présidentielle de 2014, il a ajouté : «Je ne souhaite pas que le président Bouteflika brigue un 4^e mandat, l'intérêt de la nation ne le permet pas.» Et de conclure : «En ce qui concerne ma candidature, l'ultime décision reste, en tout cas, du ressort du conseil consultatif du parti. Mais si les choses restent telles qu'elles, je ne me présenterai pas pour cette échéance électorale. Il faut qu'il y ait des garanties pour une élection libre et transparente.»

L. H.

LE MSP ET LA PRÉSIDENTIELLE 2014

«Un évènement politique majeur»

Le président du MSP considère la convalescence prolongée du président de la République dans un hôpital français, militaire de surcroît comme la «preuve tangible» de «l'échec patent du système de santé», comme c'est le cas, du reste, de presque tous les autres secteurs, éducatif notamment.

Abderrezzak Mokri, qui dressait, hier, à l'occasion d'une conférence de presse, le bilan de la session extraordinaire du conseil consultatif issu du dernier congrès du mouvement, tenu la veille, trouve en l'évacuation du président de la République vers un hôpital français, militaire de surcroît, la preuve on ne peut plus claire et tangible de la «non-gestion du pays» et de «l'échec», notamment du système de santé, cinquante années après l'indépendance et au bout de presque quinze ans de règne de Abdelaziz Bouteflika, contraint à faire confian-



Mokri se place d'ores et déjà dans la perspective de la présidentielle.

ce au système de santé de l'ancien colonisateur. Et de regretter, une fois de plus, le silence «assourdissant» du gouvernement à propos de la santé du premier magistrat du pays. Ce

qui oblige les Algériens à guetter la moindre information de l'étranger, notamment de la France. Mokri trouvera «malheureux» et «regrettable» que se soit invité François Hollande dans ce débat, une «intrusion» qui n'aurait jamais été possible sans «le black-out officiel».

Sans le dire clairement, le nouveau président du MSP se place d'ores et déjà dans la perspective de la présidentielle d'avril prochain qui constitue, selon lui, «un évènement politique majeur», invitant qui de «droit» au sein du sérail à laisser la place aux compétences pour prendre le relais.

Mokri fera part de contacts et de concertation avec la classe politique pour cerner un peu plus la situation. «Ce n'est qu'au bout de cette initiative que le mouvement, à travers son conseil consultatif, arrêtera sa position par rapport à ce rendez-vous électoral de première importance», dira-t-il.

M. K.